

## TIPASA

## Colère à Chaïba et Hattatba

**La route nationale 67, qui relie Hattatba à Chaïba, à l'est de Koléa a été le théâtre ce samedi de scènes de violence et d'échauffourées spectaculaires.**

Les habitants de haouch Gabi, dans la commune de Chaïba à Tipasa, ont investi et coupé la route en installant toutes sortes d'obstacles sur plusieurs kilomètres paralysant la circulation au niveau de la RN 67 sise à l'est de la ville de Koléa.

Selon des témoins oculaires, cette action qui avait démarré tôt dans la journée du samedi avait immobilisé tous les véhicules, ne prenant fin qu'à dix heures du matin et ce jusqu'à la venue de la brigade d'intervention rapide de la gendarmerie de Koléa qui a pu disperser les manifestants dont la moyenne d'âge varie entre 18 et 25 ans.

Ces mêmes témoins ont affirmé que des manifestants ont empêché tous les véhicules de transport de marchandises et autres voitures légères de circuler dans les deux sens de la route nationale 67, durant plusieurs heures usant de barricades constituées de pneus enfumés, de pierres et d'autres matériaux en vue de contraindre ces automobilistes à rebrousser chemin.

Cette manifestation a aussi contraint les camions lourds transportant des fruits et légumes qui se dirigeaient vers le marché de gros de Hattatba à faire demi-tour et aller vers les autres marchés de gros à l'instar de ceux de Bougara, des Halles d'Alger ou des Eucalyptus. La déception des grossistes a été perceptible à telle enseigne que certains d'entre eux n'ont pas hésité à qualifier ces jeunes manifestants de drogués. Au marché de gros

de Hattatba, un mandataire nous a déclaré : «Ce sont des inconscients, des drogués qui guettent les automobilistes eseués pour les délester de leurs bijoux, de leurs portables ou de fortune».

Ce ne sera pas l'avis des jeunes du village haouch Gabi, lieu d'où est partie la contestation. En effet, le jeune R. Ahmed, 25 ans, nous dira en substance :

«Ces manifestants sont des jeunes du village haouch Gabi, assistés par des jeunes de Hattatba et de Chaïba, qui ont été solidaires avec les résidents de ce haouch pour sensibiliser les autorités locales sur leurs préoccupations et leurs problèmes, notamment le bitumage de la voirie du village, l'absence de l'éclairage public, l'élimination des ornières géantes causées par les dernières pluies et les eaux saumâtres constituées par une absence de réseau d'évacuation des eaux usées ainsi que la quasi-absence de moyens d'évacuation des déchets urbains.»



Photo : DR.

Un sexagénaire résidant dans ce hameau, que les jeunes appellent affectueusement si El Hadj Amar, intervint pour dire : «Avant le mois sacré du Ramadan, nos jeunes ont demandé avec insistance de prendre en charge nos préoccupations et ils avaient coupé la route symboliquement durant quelques

minutes. Nos élus se désintéressent de nos préoccupations et font la sourde oreille.

Aujourd'hui, nous avons levé les barricades, mais si ce mépris et ce désintérêt persistent pour nous ignorer, alors là, la mobilisation sera plus grande et plus violente», martela avec menace ce vieil homme. Certains élus de

la commune de Chaïba dépendant administrativement de Koléa fustigent ces actes dignes des hooligans et estiment, pour leur part, que «l'essentiel des problèmes recensés ont été pris en charge depuis longtemps.

L'action spectaculaire de ces manifestants est beaucoup plus une initiative isolée de groupuscules douteux, ayant pour seul but de délester les automobilistes et les gros camions de leurs charges de fruits et de légumes.

Ces meneurs ont été identifiés», nous confie l'un d'eux qui souhaite garder l'anonymat.

Ce dernier, questionné pour confirmer la déclaration d'un mandataire de Hattatba, répond sans hésiter : «Non, ces manifestants ne sont pas des drogués et n'ont pas agi sous l'influence de psychotropes.

Il s'agit de quelques cas isolés, pour la plupart chômeurs, demandeurs de logements, d'emplois ou motivés par des intérêts individuels, à l'instar de lots de terrain, de locaux commerciaux ou autres.»

Larbi Houari

## GOURAYA

## Des manifestants bloquent la RN11

**La route nationale 11 a été coupée à la circulation routière par un important groupe de manifestants, en fin de la semaine écoulée.**

Selon des témoins, cette manifestation, qui s'est traduite par des barricades dressées sur la RN 11 à hauteur de l'agglomération de Bois sacré, située à l'extrémité ouest de la ville de Gouraya, une importante daïra de la wilaya de Tipasa distante de 130 km d'Alger,

a eu pour origine le décès, jugé suspect, d'un jeune résidant du quartier Ici à Gouraya, les manifestants ont eu recours aux pneus enfumés, aux grosses pierres et à des troncs de bois mort, à proximité de l'agglomération de Bois sacré, sise sur la RN 11 et menant d'Alger à Ténès, pour exprimer leur colère et leur mécontentement quant aux résultats des investigations pour trouver les auteurs du crime. Toujours d'après nos sources, ces

manifestations ont eu lieu à la suite du décès du jeune répondant aux initiales K. Kh., âgé de 26 ans, près de la mosquée du quartier, dans des conditions non élucidées et jugées suspectes par les manifestants. Ces derniers continuent à exiger qu'une commission d'enquête juste et impartiale soit désignée dans les meilleurs délais en vue de punir les auteurs de ce crime, ajoute notre source.

L. H.

## CONSTANTINE

## Des ouvriers de la DTP réclament leur salaire

**Au moment où l'on se félicite, de part et d'autre, de l'augmentation du SNMG, des travailleurs de la DTP de Constantine, dont la rémunération minimum pour certains ne dépasse pas les 10 800 DA, sont sans salaire depuis août dernier.**

Sans le sou depuis le mois d'août derniers, 240 travailleurs contractuels ou temporaires de la Direction des travaux publics de Constantine, assimilés à des travaux d'assainisse-

ment et d'entretien des bordures de route, réclament leurs salaires. Outrés par les «tergiversations de l'administration» et encore plus par «les promesses non tenues des responsables»,

ils ont organisé hier un sit-in de protestation devant la DTP pour interpellier le premier responsable du secteur quant à leur déplorable situation.

Selon un travailleur de la subdivision de Zighout-Youcef, dont le salaire minimum ne dépasse pas 10 800 DA, «non seulement ils n'ont pas perçu les

rémunérations de trois mois mais aussi les primes et indemnités de plusieurs années».

Situation, au demeurant, souligne-t-il, qui les a amenés à s'endetter pour pouvoir subvenir aux besoins de leurs familles. Toutes les démarches entreprises par le syndicat des travailleurs auprès des responsables pour la régularisation de cette situation pénalisante sont restées vaines. «Tout ce que nous demandons, c'est de pouvoir toucher nos salaires et indemnités bloqués depuis des années», indique un membre de la section syndicale.

Il s'agit, précise ce dernier, des indemnités et de la prime de rendement des trois dernières années.

Le DTP, qui les a reçus dans l'après-midi, les aurait rassurés que leur cas sera traité en quelques jours.

F. B.

### COMPLEXE ÉLECTRO INDUSTRIES D'AZAZGA

### Le DG et 4 syndicalistes interdits d'entrée par les enfants de chouhada

Comme annoncé dans notre édition d'hier, les trois organisations d'enfants de chouhada (la CNEC, la FNEC et l'ONEC) sont passées à l'action en interdisant l'accès au complexe Electro Industries d'Azazga au directeur général de l'usine ainsi qu'à quatre syndicalistes.

Ces cadres ont été refoulés hier, comme décidé à l'issue de l'AG tenue la veille au niveau de la salle ex-église, qui a été le théâtre d'un débat très animé entre les membres de l'association et quelques travailleurs du complexe, notamment les présumées victimes de la direction de l'usine et du syndicat. Les griefs retenus sont, selon les ouvriers, les obstacles dressés au renouvellement d'une cellule d'enfants de chouhada, l'agression par des syndicalistes de cinq ouvriers dont un a fait l'objet de deux mises à pied susceptibles d'entraîner son licenciement, tout cela parce qu'il a tenté de réactiver la cellule des enfants de chouhada. La levée de l'interdiction d'accès aux cadres du complexe est conditionnée par «la suppression des sanctions sur l'ouvrier, pélanisé à cinq mois de la retraite, lui qui aspirait à une promotion récompensant ses 32 ans de bons et loyaux services, ainsi qu'à la cessation de toute répression sur les ouvriers», selon un protestataire. Nous y reviendrons.

S. Hammoum

## Une école inondée au Khroub

Les pluies qui se sont abattues sur la ville de Constantine ces dernières 48 heures n'étaient pas sans conséquences sur le quotidien des riverains. Les élèves de l'établissement scolaire Larbi-Ben M'hidi, au Khroub, n'ont pas eu cours hier.

Et pour cause, les salles de cours ont été entièrement inondées par les eaux pluviales. Selon les renseignements recueillis auprès des parents d'élèves, le cas de l'école Larbi-Ben M'hidi, sise à la cité des 1 200 logements, dans la commune du Khroub, ne date pas de cette année. «Cela fait quatre ans que cette situation perdure sans qu'une solution définitive soit dégagée par les responsables. Chaque fois que des pluies tombent, les élèves sont renvoyés chez eux», a indiqué un parent d'élève joint par téléphone.

Et de préciser dans ce sens que les travaux d'étanchéité confiés dernièrement à un entrepreneur sont à l'arrêt, alors que l'hiver pointe son nez. Notons, enfin, que les dernières précipitations ont atteint 25 mm en 48 heures.

F. B.